

A PEOPLE'S RECOVERY

UNE RELANCE POUR TOUS

TOUS À BORD POUR UN AVENIR PLUS JUSTE, PLUS VERT ET PLUS NUMÉRIQUE!

La CES reconnaît les efforts entrepris pour créer un plan de relance européen de €750 milliards en plus du budget à long terme de l'Union européenne (le MFF). Bien que ce plan ne suffise pas, il représente une bien meilleure réponse à la crise du COVID-19 que la réponse de l'Union européenne face à la crise financière de 2008, laquelle passait en priorité par l'austérité. Alors que 45 millions de travailleurs sont exposés au chômage, les enjeux sont très élevés.

La CES demande une relance pour toutes et tous. Au lieu de revenir en arrière, il s'agit de construire un avenir numérique, respectueux de l'environnement et socialement plus juste!

Une vraie relance pour toutes et tous ne peut se contenter de refléter les besoins fondamentaux de la population. Elle a l'ambition de:

- Sauver et créer des millions d'emplois de qualité.
- Accroître les investissements dans tous les secteurs de l'économie, y compris les services sociaux et sanitaires.
- Ne laisser personne en marge d'une action climatique ambitieuse, qui crée des emplois et met en œuvre une transition socialement juste.
- Soutenir les travailleurs et travailleuses victimes de la restructuration de leur entreprise.
- Numériser notre économie tout en respectant les droits des travailleurs et en donnant aux citoyens davantage d'opportunités et de contrôle sur leur vie.
- Garantir que le retour à l'austérité soit absolument exclu, aujourd'hui comme demain!

Une relance pour toutes et tous devrait ne verser des crédits qu'aux pays de l'UE qui défendent la démocratie et l'état de droit, et uniquement aux entreprises qui respectent les droits des travailleurs comme la négociation collective et qui promeuvent le bien-être de leurs travailleurs.

Une relance pour toutes et tous devrait réduire les inégalités et assurer des salaires décents à travers des augmentations salariales, des négociations collectives plus fortes (en particulier dans les secteurs et au niveau national) et une amélioration de la rémunération pour les travailleurs et les emplois essentiels. Ceux-ci sont souvent occupés par des femmes, peu valorisés et faiblement rémunérés. L'argent public ne devrait pas servir à encourager l'exploitation des travailleurs; il ne devrait pas aider les entreprises qui refusent de négocier des salaires équitables avec les syndicats ou qui refusent de discuter leurs décisions avec les représentants des travailleurs.

Une relance pour toutes et tous doit également signifier un partenariat entre organisations syndicales et patronales pour définir les contours des plans de relance européens et nationaux et assurer une transition socialement juste vers une économie neutre en carbone, c'est-à-dire à la fois une relance pour notre planète et la capacité des citoyens à gagner leur vie.

A PEOPLE'S RECOVERY

UNE RELANCE POUR TOUS

NOS DEMANDES AUX DÉCIDEURS EUROPÉENS

La CES demande aux institutions européennes d'améliorer leurs plans de relance, non seulement tels qu'ils sont décrits ci-dessus de manière générale, mais aussi spécifiquement en:

- annulant les coupes budgétaires opérées dans des fonds tels que le Just Transition Fund, le Solvency Support funding et les fonds liés à la santé, InvestEU, Horizon Europe, REactEU et les programmes d'action externes.
- annulant les coupes dans le budget européen proposées par le Conseil européen, en maintenant les investissements sociaux et en renforçant le programme ESF+.
- introduisant des conditions pertinentes en ce qui concerne le respect de l'Etat de droit et les droits des travailleurs dans le budget européen et dans les fonds de relance.
- améliorant les "ressources propres" de l'Union européenne afin d'assurer le caractère durable des fonds de relance pour l'Union européenne et les États membres grâce à des taxes sur les sociétés, sur les plastiques, sur les émissions de carbone, sur l'économie numérique et sur les transactions financières.
- impliquant les syndicats et les employeurs dans la conception, la mise en œuvre et le monitoring des plans de relance nationaux.
- s'assurant que la gouvernance / les mesures de freins d'urgence ne peuvent ni provoquer l'adoption de politiques d'austérité ni bloquer les plans de relance en vue de retarder les paiements.
- mettant en œuvre le Socle européen des droits sociaux, un composant essentiel de la relance.

En outre, il est essentiel que les mesures d'urgence nationales et européennes, y compris les dispositifs de chômage partiel et SURE, soient maintenues jusqu'à ce que l'économie commence à ressentir l'impact des investissements consentis dans le cadre des plans de relance. Il ne doit pas y avoir de délai entre les deux mécanismes alors que des millions de travailleurs se trouvent au chômage. Ces mesures d'urgence doivent s'appliquer à tous les travailleurs exposés aux risques du chômage temporaire ou indéfini, voire à la perte de revenus.